

Appel à projets 2021

Alimentation locale et solidaire Volet B : soutien de projets locaux Annexe 1

DOSSIER DE CANDIDATURE

Le projet doit être présenté dans son ensemble afin de pouvoir mesurer son éligibilité et sa pertinence au regard des critères du cahier des charges. Sauf mention contraire, tous les items sont obligatoires et doivent être remplis par le candidat.

Partie 1 : synthèse

NOM DU PROJET	
LOCALISATION DU PROJET	
Adresse du projet	
PRÉSENTATION DU CANDIDAT ET DE SES PARTENAIRES	
CANDIDAT Nom et statut juridique de la structure porteuse du projet	
PARTENAIRES Lister l'ensemble des partenaires mobilisés.	
CONTACT Indiquer le responsable de la candidature, sa fonction ainsi que ses coordonnées	

DESCRIPTION DU PROJET

Localisation du projet
(adresse et territoire ciblé)

Présentation de l'entité
porteuse du projet
(préciser le statut pour
une association et la date
de publication au JO et
pour une association
d'aide alimentaire et
d'insertion, personne
morale de droit privé:
préciser en plus la date
d'habilitation nationale ou
régionale à recevoir des
dons, conformément au
code l'action sociale et
solidaire)

Partenaires du projet

Description sommaire du
projet, son montant
estimatif global, le
montant de l'aide
sollicitée dans le cadre du
plan de relance

Calendrier de
déploiement

Partie 2 : Présentation détaillée

CONTEXTE DU PROJET	
<p>Place dans le territoire (portée géographique du projet, données démographiques et socio-économiques du territoire concerné, identification des besoins des personnes isolées ou modestes, implication des acteurs locaux)</p> <p>Articulation avec les initiatives existantes</p> <p>Intégration aux stratégies agricoles et alimentaires locales de type PAT</p>	
AMBITION ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PROJET	
<p>Public visé (dont % concernant les personnes les plus modestes ou isolées, éloignées de l'accès à une alimentation saine et locale)</p> <p>Problématiques et thématiques ciblées (Soutien aux producteurs ayant des démarches collectives de structuration de l'approvisionnement en produits locaux et de qualité et/ou Soutien aux associations, aux entreprises (PME/TPE/start-up), aux communes et aux intercommunalités ayant des projets de mise à disposition d'une alimentation de qualité pour tous et/ou Soutien aux initiatives locales de développement de commerces solidaires ambulants destinés en particulier aux personnes isolées ou modestes)</p>	

<p>Objectifs</p> <p>Actions proposées</p> <p>Impacts (si possible chiffré) attendu sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan économique - le plan social - le plan environnemental 	
<p>Indicateur pour chaque objectif (Proposer des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de suivi et d'évaluation du projet <i>(nombre de camions financés, nombre de bénéficiaires ...)</i>)</p>	
STADE D'AVANCEMENT DU PROJET ET CALENDRIER DE REALISATION	
<p>Projet existant, en cours d'élaboration, en réflexion ...</p> <p>Feuille de route</p> <p>Jalons clés pour la mise en œuvre</p>	
GOVERNANCE ET PILOTAGE OPERATIONNEL DU PROJET	
<p>Responsable légal :</p> <p>Porteur du projet</p> <p>Répartition des responsabilités entre le porteur du projet et partenaires éventuels (Types de contributions technique, financière, organisationnelle, etc.)</p>	

ACTION DE VALORISATION DU PROJET

Indiquer les actions de communication prévues dans le cahier des charges de l'appel à candidature (sans oublier l'apposition du logo France Relance tels qu'indiqué dans le cahier des charges)

RAPPEL DES CRITERES D'ELIGIBILITE

Compléter les éléments du projet répondant à chaque critère dans le tableau ci-dessous :

critères	Requis	Éléments du projet qui correspondent aux requis
Cible du projet	le projet favorise l'accès des plus modestes et/ou des personnes isolées à une alimentation saine, durable et locale.	
Durée du projet	La réalisation du projet s'inscrit sur l'année 2021 avec transmission du bilan de réalisation et comptable au plus tard au 15/10/2021	
Nature et montant des financements du projet	Le projet ne pouvant pas être financé par la mesure à plus de 80 % et selon les conditions propres à chaque régime d'aide ou de minimis, le porteur de projet doit s'appuyer sur d'autres financements, dont des fonds propres.	
Engagement de communication	S'engageant à afficher à ses frais de manière visible sur chacune des réalisations financées (véhicules, magasin, locaux de stockage ou de transformation, supports de formation...), ainsi que sur tous les outils de communication (affiches, tracts, supports d'information, de publicité) dans le cadre du projet « alimentation locale et solidaire ») le logo du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et de « France Relance» pendant au moins 3 ans après l'attribution éventuelle de l'aide.	

Partie 3 : Récapitulatif des financements sollicités

1. Le budget prévisionnel :

Dépenses d'investissements matériels

Nature des dépenses	Montant prévu € (précisé si HT ou TTC si non récupération de la TVA)
TOTAL des dépenses	

Dépenses d'investissements immatériels

Nature des dépenses	Montant prévu € (précisé si HT ou TTC si non récupération de la TVA)
TOTAL des dépenses	

2. Le plan de financement prévisionnel :

Dépenses	Financeurs		Montant €	% du total
Financeurs publics	Plan de relance			
	Autre subvention Etat			
	Région			
	Département			
	Autre collectivité			
	Union européenne			
	Etablissement public			
	Autres			
	Sous-total			
Financeurs privés	Partenaire financier privé 1			
	Partenaire financier privé 2			
	Partenaire financier privé 3			
	Sous-total			
Autofinancement	Autofinancement			
TOTAL général				

Partie 4 : Liste des pièces à joindre

Pour tous		
<p>Pièces obligatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le dossier de candidature complété (annexe 1) ; - le budget et plan de financement prévisionnels détaillés du projet (annexe 1) ; - Le formulaire de déclaration des aides publiques rempli (annexe 2) ; - Une lettre de demande de subvention, adressée au préfet du département des Vosges, datée et signée par le représentant légal de l'organisme habilité à engager la structure, reprenant l'objet de la demande, l'identité du porteur et le montant de l'aide demandée ; - Un RIB au format IBAN ; - Tout document justificatif (devis ou autre) relatif aux différentes dépenses prévisionnelles subventionnées - Tout élément complémentaire (visuel, plaquette...) de description du projet 		
Pour les entreprises agricoles ou non agricoles	Pour les associations	Pour les collectivités
<p>Pièces obligatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Extrait K bis de moins de 6 mois ou inscription au registre concerné ; - Attestation sur l'honneur de régularité de la situation au regard des obligations fiscale et sociale ; - Bilan et compte de résultat des deux derniers exercices comptables ; <p>Le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attestation de déclaration des aides « de minimis » perçues lors des 3 dernières années. 	<p>Pièces obligatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délibération approuvant l'opération et son plan de financement OU date prévue pour la délibération ; - Composition du conseil d'administration et du bureau ; - Document CERFA n°12156*05 signé ; - Copie des statuts de l'association tels que déposés à la Préfecture ; - Rapport d'activité de l'année n-1 - pour les associations d'aide alimentaire ou d'insertion, personnes morales de droit privé : copie de l'habilitation nationale ou régionale à recevoir des dons, conformément au code de l'action sociale et des familles. <p>Pièces obligatoires, le cas échéant</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attestation de non récupération de TVA 	<p>Pièces obligatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délibération approuvant l'opération et son plan de financement OU date prévue pour la délibération. <p>Le cas échéant</p> <ul style="list-style-type: none"> - Attestation de non récupération de TVA.

Partie 5 : Engagement du demandeur

Je soussigné(e) (Nom, Prénom):.....

En ma qualité de

- certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis,
- certifie que mon projet concerne une initiative d'alimentation locale et solidaire,
- certifie ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet ;
- certifie être en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants.

Je m'engage sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à ne pas commencer l'exécution de ce projet avant la notification de l'arrêté de subvention ou de la convention signée par le service instructeur ;
- à fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente ;
- à ne pas solliciter, pour ce même projet, d'autres crédits, en plus que ceux mentionnés dans le tableau de financement détaillé ci-dessus).

A, le

Le demandeur (signature et cachet)